

Projet de budget 2023



REPUBLIQUE
ET CANTON
DE GENEVE

POST TENEBRAS LUX

Conseil d'Etat de la République et canton de Genève

15 septembre 2022

Introduction

- Le PB 2023 est élaboré sur la base **des douzièmes provisoires** et **des crédits supplémentaires impératifs** acceptés en mars 2022.
- **La crise sanitaire du COVID et le conflit en Ukraine se superposent** créant une situation tendue pour les charges de l'Etat.
- Forte **augmentation des besoins de la population et hausse des dépenses sociales.**
- **Progression des revenus** grâce à la résilience de l'économie genevoise.
- Facteurs économiques affectent négativement les finances publiques, **hausse de l'inflation et des taux d'intérêts.**

Résultats: aperçu général

PB 2023

En millions

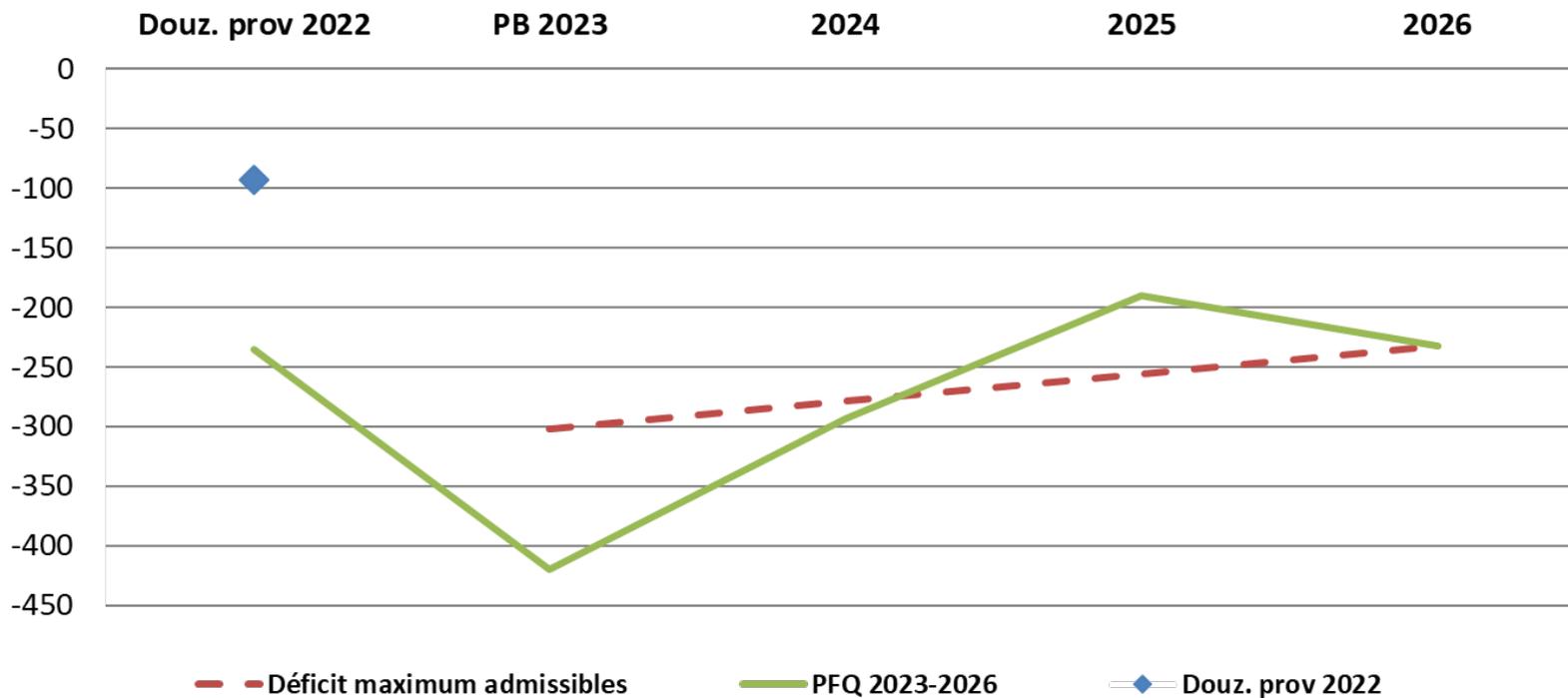
	Douz. Prov. 2022 +crédits supp.	PB 2023	Ecart	en %
Charges de fonctionnement	9'438.6	9'792.3	353.7	3.7%
Revenus de fonctionnement	9'202.8	9'372.7	169.9	1.8%
Résultat net	-235.8	-419.6		

PFQ 2023-2026

En millions

	Douz. prov 2022	Douz. prov 2022 + crédits supp.	PB 2023	2024	2025	2026
Charges de fonctionnement	9'296	9'439	9'792	10'044	10'118	10'329
Revenus de fonctionnement	9'203	9'203	9'373	9'750	9'928	10'096
Résultat net	-93	-236	-420	-294	-190	-232
Déficit maximum admissibles selon l'art. 68 LGAF			-302	-279	-256	-233
Dépassement du déficit admissible			117	15		

Respect des dispositions du frein au déficit



En millions

	Douz. prov 2022	Douz. prov 2022 + crédits supp.	PB 2023	2024	2025	2026
Résultat net	-93	-236	-420	-294	-190	-232
Déficit maximum admissible selon l'art. 68 LGAF			-302	-279	-256	-233
Dépassement du déficit admissible			117	15	0	0

Choix politiques du Conseil d'Etat

Répondre aux besoins essentiels de la population.

Affecter de nouveaux moyens aux projets prioritaires.

Définir des mesures d'économie et structurelles permettant de respecter le frein au déficit.

Soutenir une politique volontaire et très ambitieuse en matière d'investissements.

Evolution des revenus

Revenus fiscaux, en millions de francs	C 2021	B 2022	PB 2023	Ecart PB 2023 - B 2022	
Personnes physiques (PP)	4'285	4'592	4'678	+86	+1.9%
Personnes morales (PM)	1'684	1'372	1'418	+46	+3.3%
Part cantonale aux recettes fédérales	783	640	679	+39	+6.0%
Impôts immobiliers	808	586	617	+31	+5.3%
Droits de successions et donations	187	186	186	+0	+0.0%
Impôt sur les véhicules routiers et les bateaux	119	120	122	+2	+1.4%
Autres impôts	5	10	9	-1	-12.0%
Total Impôts, taxes et droits	7'871	7'507	7'709	+202	+2.7%
Revenus non fiscaux	2'208	1'695	1'663	-32	-1.9%
Total revenus	10'080	9'203	9'373	+170	+1.8%

Coûts extraordinaires liés aux crises Covid et Ukraine

charges annuelles en millions de francs

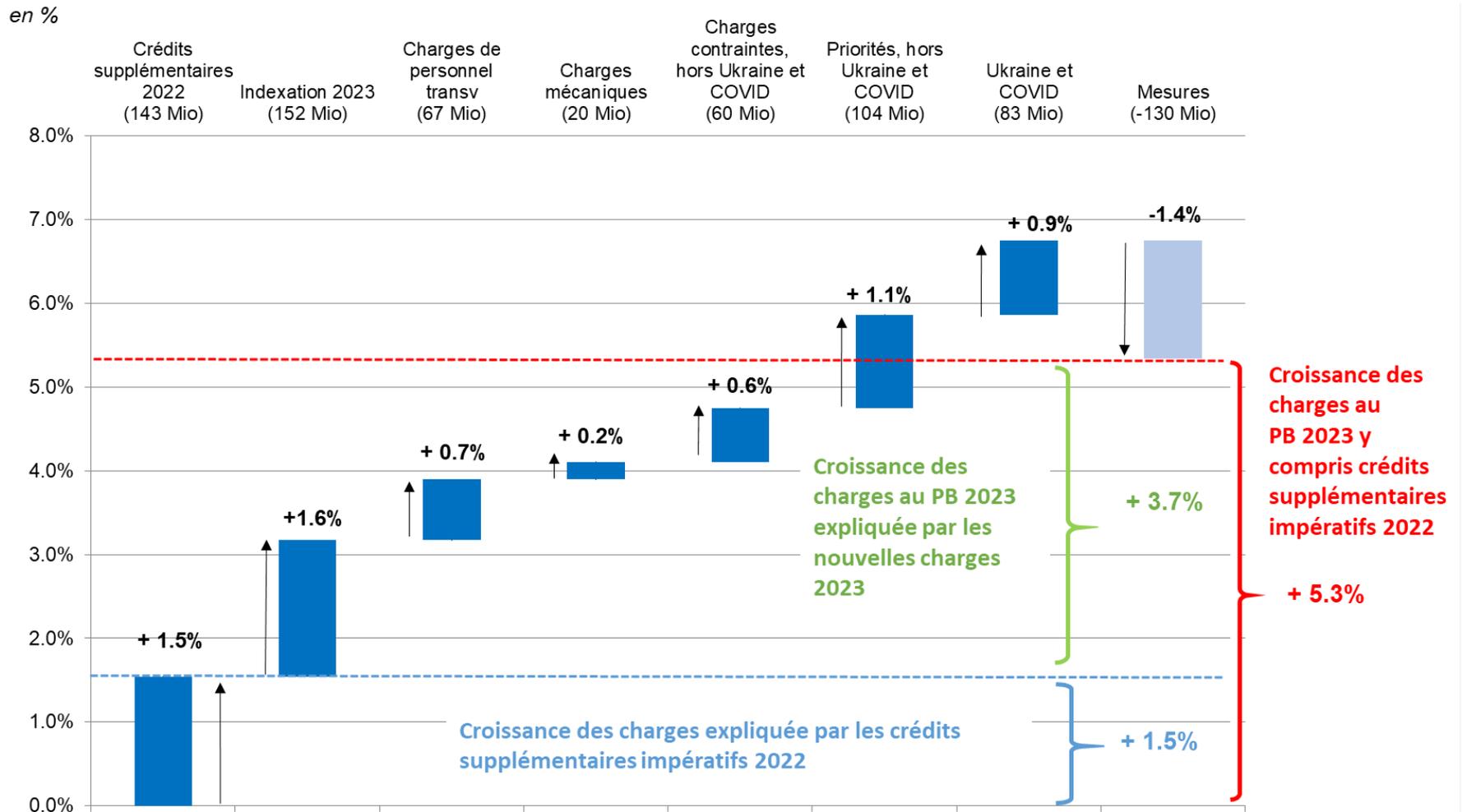
	2023
Dispositifs temporaires spécifiques COVID dans le domaine de la santé	11
Aides ponctuelles COVID	26
TOTAL charges liées au COVID	37

charges annuelles en millions de francs

	2023
Ressources nécessaires en lien avec l'accueil d'élèves ukrainiens	17
Prise en charge des personnes en provenance Ukraine - Permis S	30
TOTAL charges liées à l'Ukraine	47

Croissance des charges

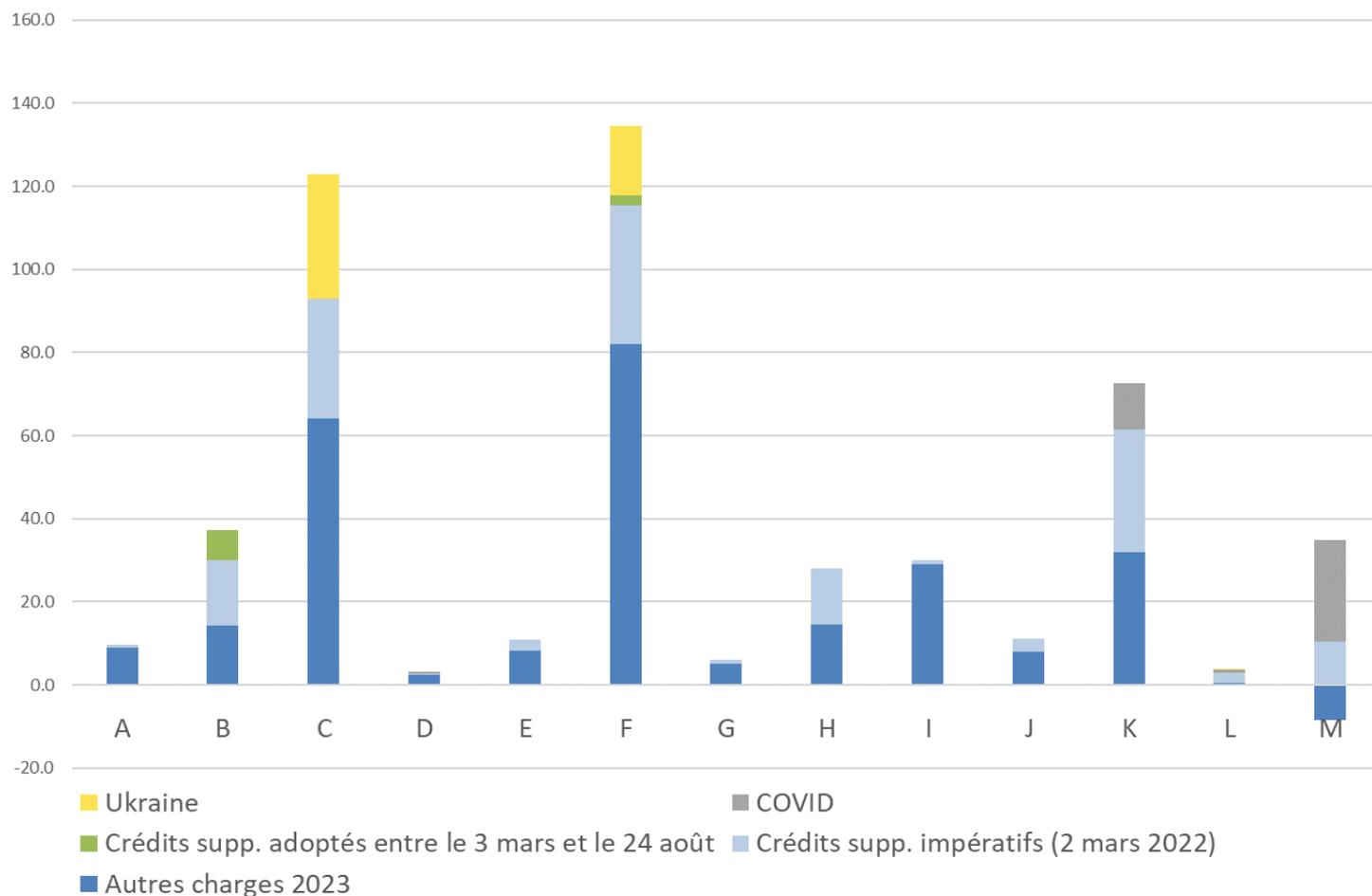
Croissance des charges au PB 2023



Croissance des charges par politique publique

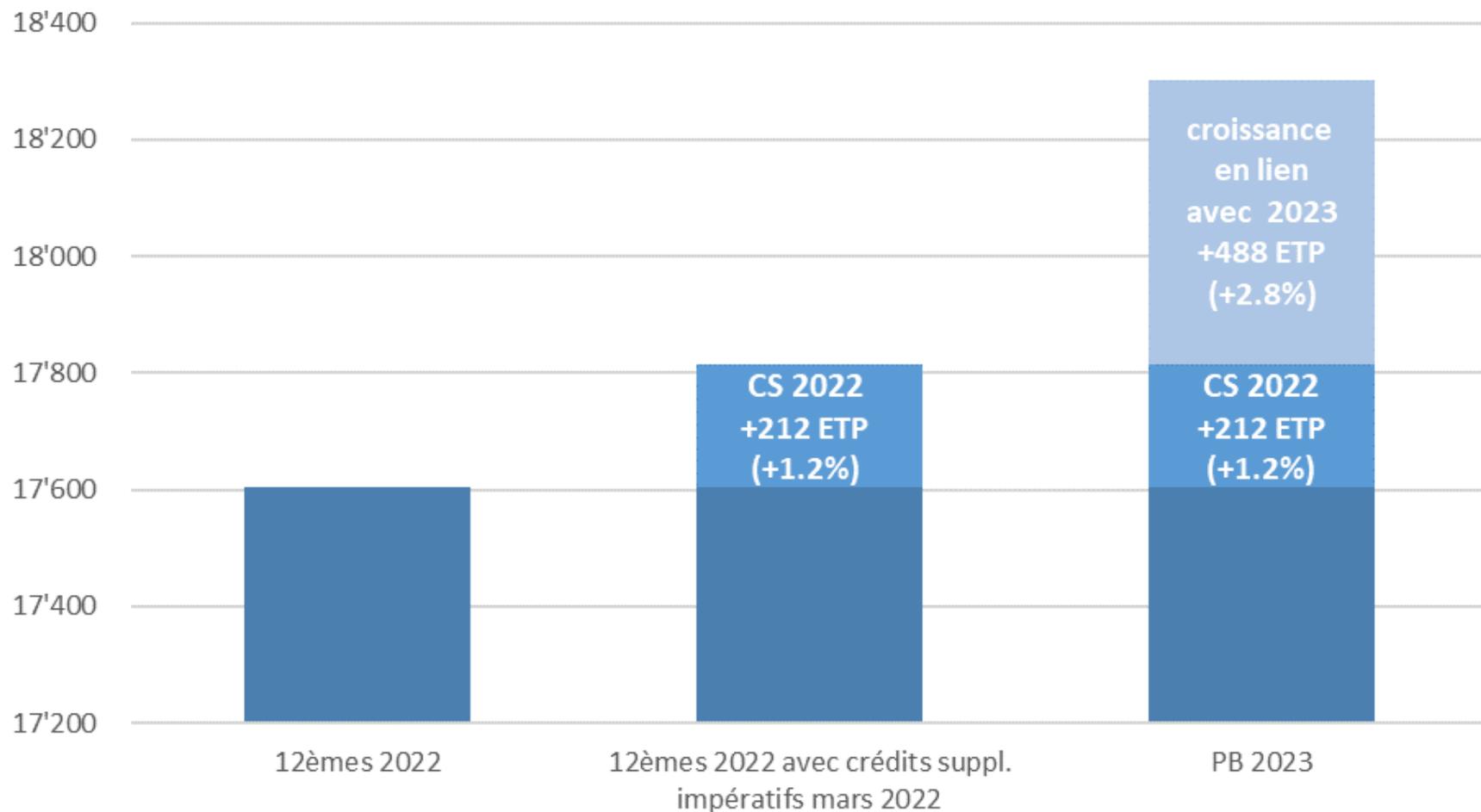
Croissance des charges par politique publique au PB 2023
(variations par rapport aux **douzièmes provisoires 2022**)

Variation des charges par politique publique (en millions)



Évolution des postes

Progression des ETP
entre les douzièmes provisoires 2022 et le PB 2023



Détail de l'évolution des postes

Mouvements des ETP hors crédits suppl. impératifs 2022 adoptés le 2 mars

Variations des postes au PB 2023	en ETP	en %
ETP "ordinaires" (hors crédits suppl. impératifs du 2 mars 2022, postes financés, COVID et Ukraine)	337	1.9%
<i>dont ETP liés aux crédits suppl. adoptés par la commission des finances entre le 3 mars et le 24 août</i>	55	0.3%
<i>dont réduction d'ETP liée au transfert de structure OMP</i>	-29	-0.2%
ETP financés*	27	0.2%
ETP liés au COVID	8	0.0%
ETP liés à la crise humanitaire - Ukraine	117	0.7%
Sous-total ETP en lien avec 2023	488	2.8%

* Les ETP financés concernent les postes entièrement ou partiellement financés par des revenus

Mesures du Conseil d'Etat au PB

En millions

Mesures du Conseil d'Etat	Charges	Revenus	Résultat 2023
Mesures structurelles	-32.1	-	32.1
Répartition des charges cantons-communes	-25.0	-	25.0
Refonte du mode de financement de la Fondation pour la formation professionnelle et continue (FFPC)	-7.1	-	7.1
Plan de lutte contre l'absence	-	-	-
Mesures concernant la fonction publique	-134.9	-	134.9
Suspension de l'annuité 2023	-59.0	-	59.0
Demi-indexation en 2023	-75.9	-	75.9
Mesures d'efficience et autres mesures	-5.1	8.9	14.0
Optimisation des locations d'immeubles	0.4	-	-0.4
Fin de l'assurance maladie pour le personnel police et détention	-0.4	-0.3	0.1
Leviers décisionnels du DF	-	3.0	3.0
Révision du manuel comptable	-5.1	6.2	11.3
Total mesures du Conseil d'Etat	-172.2	8.9	181.0

Mesures du Conseil d'Etat au PFQ

En millions

Mesures du Conseil d'Etat	Résultat 2023	Résultat 2024	Résultat 2025	Résultat 2026
Mesures structurelles	32	57	127	127
Répartition des charges cantons-communes*	25	47	47	47
Refonte du mode de financement de la Fondation pour la formation professionnelle et continue (FFPC)	7	7	7	7
Mise en place d'un financement des TPG par les communes dès 2025*	-	-	70	70
Augmentation de la contribution personnelle aux soins de longue durée (EMS)	-	3	3	3
Plan de lutte contre l'absence				
Mesures concernant la fonction publique	135	189	248	260
Suspension de l'annuité 2023 et 2025*	59	70	129	141
Demi-indexation en 2023 et 2024	76	119	119	119
Mesures d'efficience et autres mesures	14	36	37	37
Optimisation des locations d'immeubles	-0	1	1	1
Modification de l'assurance perte de gain	-	9	9	9
Fin de l'assurance maladie pour le personnel police et détention	0	1	1	1
Leviers décisionnels du DF	3	4	4	4
Augmentation des émoluments des autorisations de construire	-	10	10	10
Révision du manuel comptable	11	11	11	11
Total mesures du Conseil d'Etat	181	282	412	424

*Mesures de rang législatif devant être adoptées par le Grand Conseil

Investissements

11,2 milliards d'investissements nets prévus dans le PDI 2023-2032, soit +76 millions (+1%) par rapport au précédent PDI, pour:

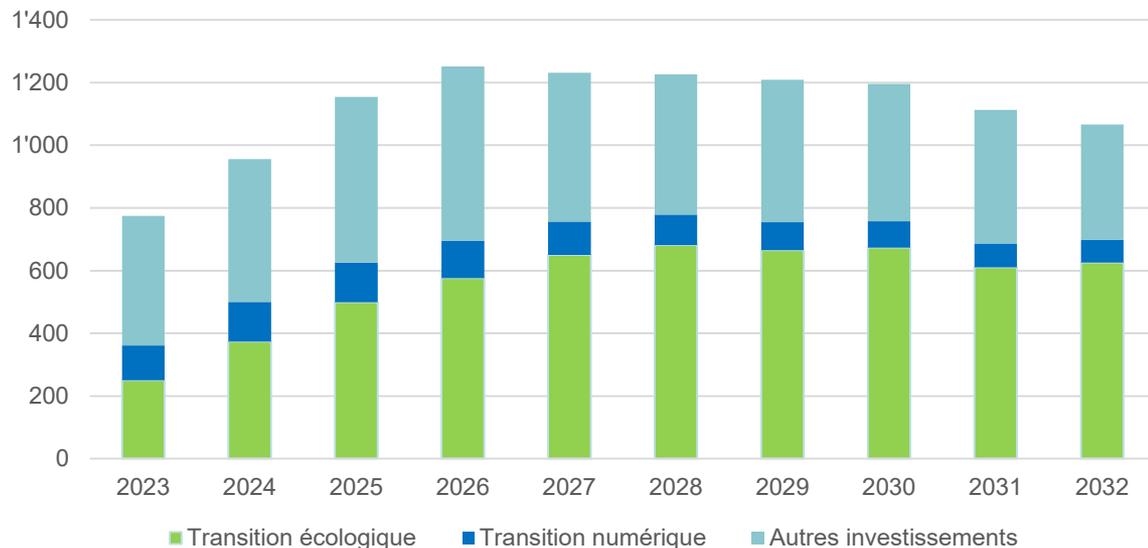
- répondre aux enjeux actuels liés aux transitions écologique et numérique
- exprimer un soutien affirmé à l'économie du canton
- répondre aux besoins de la population du canton et de sa région

Le PDI est composé de :

- 5.6 milliards dédiés à la transition écologique,
- 1.0 milliard dédiés à la transition numérique,
- 4.6 milliards d'autres investissements.

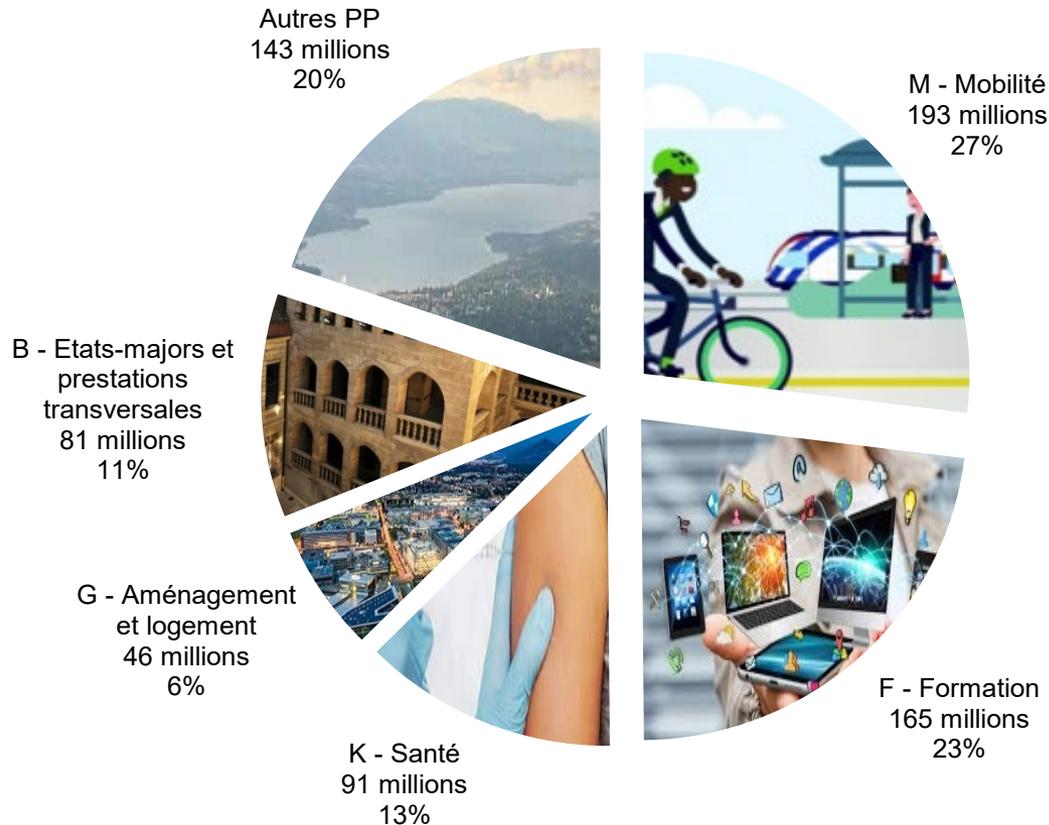


PDI 2023-2032 (investissements nets en millions)

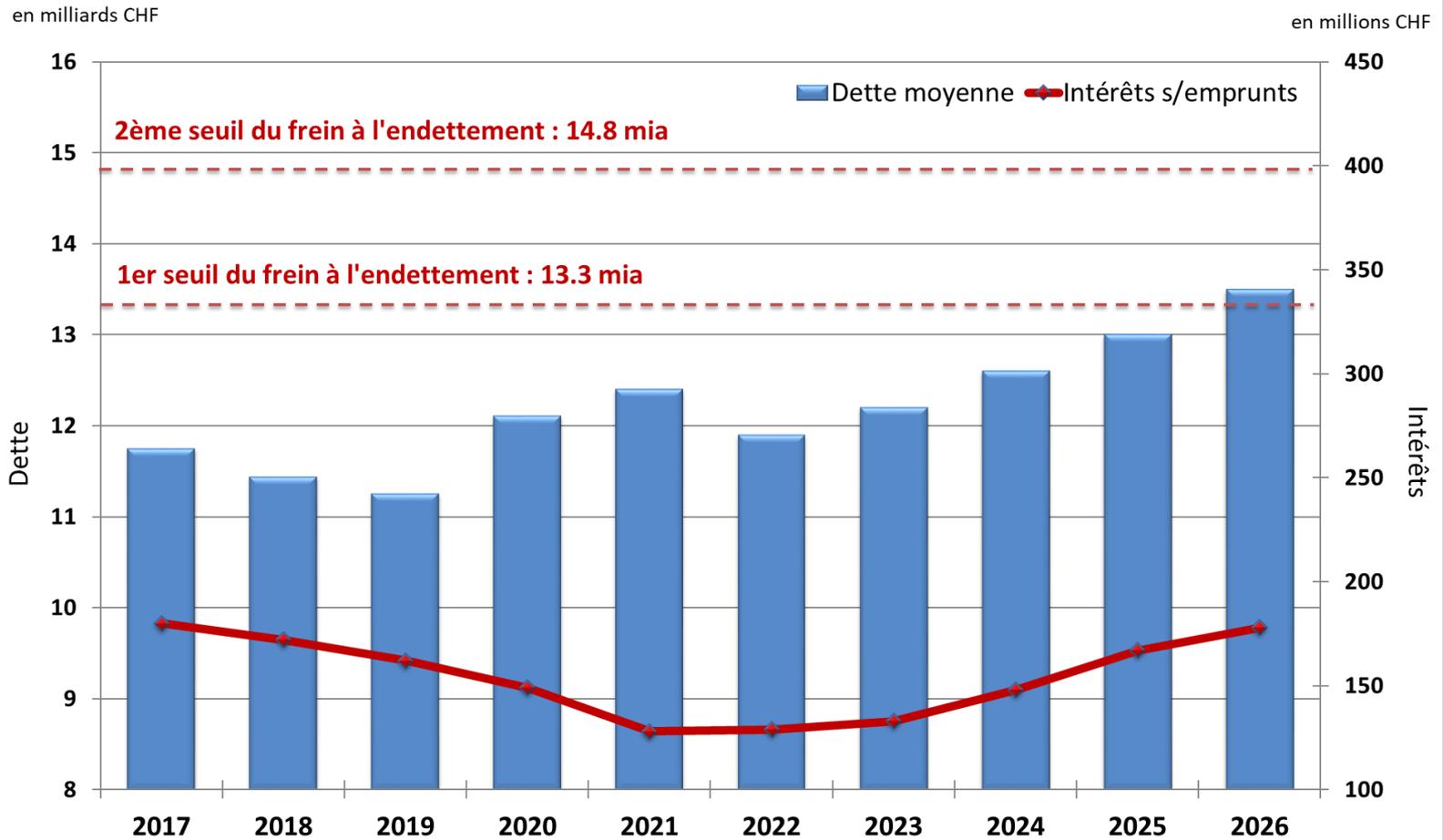


Investissements

Au PB 2023, les dépenses d'investissement s'établissent à 720 millions principalement pour les politiques publiques :



Maîtrise de la dette



Conclusion

- Retour à l'équilibre des finances publiques conditionné à la **concrétisation des mesures structurelles et d'économie.**
- **Préserver des finances publiques saines et durables** sans augmenter de manière disproportionnée l'endettement.
- **Prudence de mise** compte tenu des incertitudes géopolitiques et sanitaires.
- **Plan d'investissement très ambitieux** dans le domaine de la transition énergétique et numérique.
- **Respect des dispositions du frein au déficit.**
- **Projet de budget pas entièrement satisfaisant**, mais le Conseil d'Etat considère qu'il répond aux besoins courants de la population.



Merci de votre attention !



REPUBLIQUE
ET CANTON
DE GENEVE

POST TENEBRAS LUX

Conseil d'Etat de la République et canton de Genève